



COSYDEP
Sénégal

6039, Sicap Liberté 6 Dakar - Email: cosydep@gmail.com - Web: www.cosydep.org - Tel: + 221 33 827 90 89 / +221 77 631 18 86
Enregistrement N° 2009/14136/MINT – Agrément ONG N° 022980/MINT/DGAT/DPONG/DSEAO du 17 dec. 2015 – NINEA N°4166760V9

EN PARTENARIAT AVEC



ENJEUX DE L'ÉDUCATION A L'ENVIRONNEMENT ET AU DEVELOPPEMENT DURABLE (EEDD) NOTAMMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST/SAHEL

A PARTIR DES EXEMPLES
DU TOGO ET DU SENEGAL

ATELIER DE PARTAGE DES RESULTATS

RAPPORT TECHNIQUE

DAKAR, LE MARDI 14 MARS 2023 AUX RESIDENCES FETO II

A. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les changements climatiques affectent tous les pays de tous les continents. Ils perturbent les économies nationales, affectent des vies, coûtent chers aux personnes, aux communautés et aux pays. Les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables sont et seront les plus touchées. Or, ces populations sont les moins sensibilisées, via leur cadre scolaire et les programmes d'éducation non formelle, aux enjeux du changement climatique et de la protection de leur environnement. C'est dans ce cadre que Planète Urgence, membre de la Coalition Education de la France, a initié le projet « Etat des lieux des enjeux de l'Éducation au Développement Durable notamment en Afrique de l'Ouest/Sahel, à partir des exemples du Togo et du Sénégal », en partenariat avec les coalitions pour l'Education du Togo (CN EPT) et du Sénégal (COSYDEP).

Le projet a comme objectifs de :

- Réaliser un état des lieux des problématiques environnementales au Sénégal et au Togo et identifier les orientations gouvernementales - y compris dans les curricula et la formation des enseignant.e.s - (Ministère de l'Education et Ministère de l'Environnement) en termes de sensibilisation des enfants sur ces enjeux ;
- Recenser des pratiques des OSC - notamment des membres et partenaires de la Coalition Éducation - y compris auprès des OSC environnement en terme de sensibilisation des enfants - éducation formelle et non formelle - à l'environnement dans ces pays et
- Identifier les enjeux exprimés par les communautés éducatives de ces pays sur le sujet.

Les résultats de la collecte de données auprès des enseignants, des institutionnels et des OSC étant disponibles, la COSYDEP a organisé un atelier de partage le 14 mars 2023 à Dakar.

A. OBJECTIFS

L'objectif général de l'atelier est de partager avec les acteurs les résultats de l'état des lieux sur les enjeux de l'éducation au développement durable en Afrique de l'Ouest. Il est distribué en objectifs spécifiques étroitement liés aux résultats ciblés.

B. RESULTATS ATTENDUS

- 1- Les résultats de l'étude sont partagés avec une quarantaine d'acteurs, parmi eux, les principales cibles de l'étude
- 2- Des observations et contributions sont recueillies pour la consolidation du rapport
- 3- Les initiatives des OSC sont plus explicites et internalisées

C. METHODOLOGIE

L'atelier s'est tenu sous un format hybride (en présentiel et à distance). Les antennes régionales de la COSYDEP de Dakar et de Saint-Louis y ont pris part. Les 12 autres antennes régionales, l'ONG Planète Urgence (PU) et la CNT EPT du Togo ont participé à distance. PU a décliné la note conceptuelle de l'intervention et la CNT EPT du Togo a partagé ses résultats en vue d'une comparaison entre les deux pays. Les communications ont suivi, sous forme de panel en plénière et des travaux d'ateliers suivis d'une séance de restitution.



COSYDEP, Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Éducation Publique, présente dans les quatorze régions du Sénégal. Membre de **ANCEFA** (Africa Network Campaign on Education For All), de **GCE** (Global Campaign for Education), de la **CCONG** (Consultation Collective des ONG/ UNESCO) et de **GPE** (Global Partnership for Education), Partenaire de l'OIF

Le mardi 14 mars 2023, la COSYDEP a organisé l'atelier sous régional de partage des résultats du projet « Enjeux de l'éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) notamment en Afrique de l'ouest/sahel, à partir des exemples du Togo et du Sénégal ». La rencontre a réuni, en hybride, des institutionnels des ministères en charge de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'environnement ainsi que les partenaires de mise en œuvre du projet, des OSC et des enseignants de différentes régions du Sénégal, du Togo et de la France.

I. OUVERTURE OFFICIELLE



L'atelier est ouvert sur le mot de bienvenue de la Présidente du Conseil d'Administration de la COSYDEP. Il a été suivi par la présentation de la note conceptuelle par Planète Urgence. Le modérateur de cette partie, M. Cheikh Mbow, Directeur Exécutif de la COSYDEP a remercié l'ensemble des participants en présentiel comme en ligne. Il a salué la contribution et l'accompagnement des institutionnels partenaires (Ministères Education, Formation professionnelle, santé, Environnement), dans la collecte et l'analyse de données de l'étude. Le Directeur a aussi remercié les organisations de la société civile, particulièrement celles non membres de la Coalition pour avoir accepté d'adresser,

ensemble, la problématique du développement durable. Il s'agit notamment du Club Changement Climatique (CCC) de Ziguinchor, d'Action pour la Solidarité et le Développement (ASD) de Kanel, de LVIA Thiès.

1. La Présidente du Conseil d'Administration (PCA)

Mme Hélène Rama NIANG DIAGNE a félicité l'ensemble des organisations partenaires qui ont accompagné le travail d'élaboration de l'état des lieux des enjeux de l'éducation au développement durable au Togo et au Sénégal. Mme DIAGNE a salué l'engagement du chargé du programme, M. Cheikh Tidiane AW, sous le management du Directeur Exécutif, dans la préparation stratégique et technique du présent atelier. Elle a également félicité les membres du comité de pilotage avant de magnifier l'importance de cette rencontre consacrée à une question aussi émergente que l'éducation environnementale et au développement durable. La thématique du jour, est étroitement liée à l'éducation en situation d'urgence, eu égard aux nombreuses crises climatiques qui menacent et secouent la planète. A ce titre, la PCA s'est réjoui du parfait alignement de l'étude avec les axes stratégiques de la COSYDEP. Elle a recommandé la mise en place d'un groupe thématique EEDD, avant de déclarer ouvert l'atelier de partage des résultats sur les enjeux de l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) notamment en Afrique de l'ouest/sahel, à partir des exemples du Togo et du Sénégal.

2. La Déléguée Générale de Planète urgence (PU)



Mme Amandine Hersant, Déléguée Générale de PU, a félicité la COSYDEP pour avoir réussi à organiser cet atelier multi-acteurs autour de la question du développement durable. Elle a présenté son organisation, Planète Urgence et la note conceptuelle du projet EEDD. Planète Urgence est une ONG de solidarité internationale et d'aide au développement. Elle œuvre dans la préservation des forêts et de la biodiversité en formant les acteurs et en construisant des outils pour fournir, à l'éducation des curricula cohérents. En Afrique l'organisation est

présente au Togo et au Bénin mais intervient par partenariat dans d'autres pays comme le Sénégal. Le projet EEDD vise à réaliser un état des lieux des problématiques environnementales au Sénégal et au Togo mais aussi d'identifier les orientations gouvernementales en termes de sensibilisation des enfants sur ces enjeux. Le projet s'est focalisé sur la zone Afrique de l'ouest et du Sahel. Il a servi à mobiliser toutes les équipes pays dans un travail de revue et de recherche dans plusieurs domaines ayant trait aux changements climatiques dans les zones cibles. En amont un travail d'identification des acteurs a été réalisé et en conclusion des pistes de solution sont proposées pour la duplication et la mise à l'échelle.

A la suite de Mme Hersant, le Directeur Exécutif a félicité l'approche de l'intervention. Il affirme que les questions liées aux changements climatiques doivent faire l'objet d'une mobilisation solidaire. C'est pour répondre à cette vision que la COSYDEP et ses partenaires ont décidé d'adresser cette problématique à travers l'école afin d'atteindre des mutations durables à l'échelle des défis énormes à relever.

II. PANEL 1 : PRESENTATION DES RESULTATS

Sous la modération du Directeur Exécutif, M. Cheikh MBOW, deux communications ont été présentées. Elles ont servi au partage des résultats saillants des études menées au Togo et au Sénégal mais aussi à renforcer leurs conclusions à travers un dialogue entre les différents participants.

1. Présentation des résultats de l'étude menée au Togo



M. Koffi de la Coalition Education pour Tous (CN EPT) a présenté l'état des lieux réalisé au Togo. L'étude a interrogé des acteurs institutionnels, des enseignants, parents, élèves et acteurs de la société civile. La problématique du développement durable fait ressortir différents défis qui sont liés au rejet des déchets, au ramassage, à la concentration des gaz à effet de serre, à la situation des espèces menacés ou disparus, etc. L'étude a ensuite recensé quelques orientations menées par le gouvernement togolais.

On note une prise en compte systématique des impératifs environnementaux dans les programmes, la protection de la santé publique, la préservation et l'amélioration du cadre de vie, la préservation des ressources naturelles et la promotion de la participation citoyenne. (Cf. Annexe 1 PEEDD RESTITUTION ETUDE TOGO).

En conclusion, le modérateur a salué les avancées notées en termes d'intégration des aspects de l'éducation environnementale dans les curricula scolaires et programmes de développement. Il souligne que ce cadre de partage des résultats représente un excellent espace de *benchmarking* qui permet aux pays respectifs d'apprendre de bonnes pratiques en matière de gestion du développement durable.

2. Présentation des résultats de l'étude au Sénégal



M. Cheikh Tidiane AW, chargé de programme à la Cosydep et Coordonnateur de l'étude au Sénégal, a présenté les objectifs du projet, la méthodologie, les résultats de la collecte, les bonnes pratiques recensées et les recommandations phares formulées par les participants. Du diagnostic mené sur la situation de l'éducation à l'environnement, il est ressorti un déficit horaire, un manque d'outils pédagogiques, un intérêt porté sur la thématique par les élèves et une faible appropriation des programmes développement durable par les enseignants.

Dans le chapitre des bonnes pratiques, l'on peut noter l'instauration des journées de reboisement, la construction de bancs publics dans les espaces publics, l'organisation d'ateliers pratiques et la création de clubs environnement dans les écoles et quartiers, ainsi que la cartographie des inondations dans la région de Dakar réalisée par la Cosydep en 2012. Tirant des leçons de l'étude diagnostique, plusieurs recommandations ont été formulées. Elles concernent la création d'une discipline Education environnementale exprimée par les enseignants, l'organisation de journées de nettoyage et d'émulation exprimée par les OSC et la reconstitution d'espaces verts formulée par les institutionnels. (Cf. annexe 2 : COSYDEP PEEDD Atelier de partage).

En synthèse, le Directeur Exécutif a salué les présentations qui ont permis une analyse partagée du contexte, à partir des regards croisés des enseignants, des OSC et des institutionnels. Les communications ont montré que les acteurs sont assez sensibilisés et ont fait preuve de proactivité à travers des projets pilotes pour faire face au phénomène des changements climatiques. M. MBOW cite à titre d'exemples des activités de sensibilisation et de mobilisation qui ont permis d'initier des « écoles vertes », les campagnes de reboisement, les sorties pédagogiques vers des dépotoirs et le projet Lycées Modèles de Citoyenneté et du Civisme (LM2C) mis en œuvre par la COSYDEP. En résumé, au Togo comme au Sénégal il y a de fortes initiatives qui sont prises et qui méritent d'être portées à l'échelle. On pense au code de l'environnement, aux programmes de lutte contre le gaspillage de l'eau et les feux de brousse. Le modérateur termine par féliciter les institutionnels pour leur engagement dans le processus qui a permis d'atteindre ces résultats probants.

3. Débat/Contributions

Sur la base des communications enregistrées et sous la modération de M. Sidibé de la Formation Professionnelle, les participants ont contribué au renforcement de l'analyse des résultats et à la consolidation des recommandations.

- La démarche d'ingénierie en vue de jauger l'intérêt des élèves, les besoins en formation et le niveau des outils qui ont été développés pour leur revalorisation ;
- L'évaluation exhaustive des impacts dans des régions côtières comme Saint-Louis et Dakar touchées par tous les types d'érosion maritimes ;
- L'amélioration de la sensibilisation des communautés et leur conscientisation sur les impacts identifiés ;
- L'élargissement du périmètre et des thèmes de l'étude, aux impacts des extractions chimiques sur la santé des élèves et de la communauté ;
- L'amélioration dans l'appropriation des programmes de développement durable par les enseignants, les acteurs communautaires ainsi que la pérennisation des bonnes initiatives ;
- La connexion des savoirs enseignants à la vie pratique, en orientant les élèves dans des actions de préservation et de restauration à travers des programmes de formation professionnelle ;
- L'élargissement de l'approche développement durable au-delà de l'étude des changements climatiques ;
- Le renforcement d'initiatives telles que « les écoles vertes », « une classe, un arbre », « un anniversaire, un arbre », « stratégie climat », « promotion des bons gestes », « camp climat » ;
- La vulgarisation et le partage des rapports des COP avec les acteurs de la société civile.



À la clôture du panel, le modérateur s'est satisfait du niveau des réflexions et débats qui ont permis de renforcer et de consolider l'analyse des données collectées. Il estime que les débats ont permis d'adresser les perturbations climatiques majeures qui affectent les économies nationales et l'humanité. Le modérateur recommande d'accentuer la sensibilisation via le cadre scolaire et les programmes d'éducation non formelle aux enjeux du changement climatique et de la protection de l'environnement.

III. PANEL 2 : INITIATIVES D'OSC

Sous la modération Mme Ngossé FALL, Inspectrice à l'Académie de Thiès, le panel a été introduit par trois OSC. Il a servi à la capitalisation et au renforcement des initiatives en développement durable.

1. Club Changement climatique (3C) de Ziguinchor



Le Président du Club Changement Climatique de Ziguinchor, M. Sadou Ba doctorant en droit, a partagé une initiative mise en place à Ziguinchor pour s'adresser aux jeunes afin de les conscientiser et de les responsabiliser. Ainsi pour mieux concrétiser cet objectif le club 3C, créé en 2018 et reconnu en 2022, a initié le Programme d'Éducation Environnementale avec à la clé 5000 élèves touchés. Ces jeunes ont été formés en éducation environnementale, en stratégies de plaidoyer, en techniques de reboisement des forêts

communautaires, en initiatives « une maison, un arbre » ; « recyclage de pneus » ; « promotion de l'agroécologie » à travers plusieurs établissements scolaires de la région de Ziguinchor. (Cf. annexe 3 Présentation P3C)

2. Action pour la Solidarité et le Développement (ASD) Kanel

M. Abdoulaye Aly SY, président de l'ASD, une association du département de Kanel, dans la région de Matam, a communiqué sur les initiatives menées dans des lycées implantés dans des zones arides. Le programme se résume à des actions de reboisement et de sensibilisation des élèves sur la question environnementale et sera bientôt étendue au Collèges d'Enseignement Moyen et aux écoles primaires. Conforme à son slogan « un environnement accueillant pour former des esprits sains », l'association a formulé



des recommandations pour améliorer l'environnement des écoles affectées par l'avancée du désert, les inondations, encadrer les gouvernements scolaires dans la prise en charge des questions de développement durable et pérenniser les projets d'éducation environnementale. (Cf. Annexe 4 Présentation Action pour la Solidarité et le Développement)

3. La Coalition des Organisations en synergie pour la Défense de l'Éducation Publique (COSYDEP)



Le Responsable Suivi et Évaluation (RSE), Dr. Daouda Mouhamed DIOP a présenté le projet intitulé *Environnement Durable par des Ecoles Vertes* (EDEV). Le projet élaboré par la Cosydep sera mis en œuvre dans deux régions du Sénégal que sont, Saint-Louis au Nord (avancée de la mer) et Fatick au centre (salinisation des sols). Le contexte du projet est marqué entre autres par les changements climatiques et environnementaux, les menaces sur le cadre vie, la nécessité d'une contribution à l'atteinte de

l'ODD4, l'exigence de l'intégration de l'EEDD dans les curricula. Quant à l'objectif, l'intervention vise à renforcer les compétences sur les questions de développement durable, à produire des outils pour un meilleur comportement envers l'environnement et à promouvoir une éducation environnementale. Le projet sera déployé en 3 grandes phases : le renforcement des capacités des enseignants et des élèves, la réalisation d'espaces verts dans les écoles et la capitalisation et le plaidoyer pour l'intégration de ces enjeux dans les curricula scolaires. (Cf. *Annexe 5 COSYDEP_EDEV_PRESENTATION DU PROJET 140223*)

En résumé, la modératrice a salué la diversité géographique qui a marqué l'implémentation des initiatives présentées. Elle souligne que la région de Ziguinchor est menacée par la coupe abusive du bois et l'urbanisation ; elle est aussi affectée par les changements climatiques malgré sa verdure. Quant aux régions de Saint-Louis et de Matam, elles sont affectées par l'érosion côtière, les inondations fluviales et l'avancée du désert. L'inspectrice de l'éducation a salué la pertinence des différents projets qui cadrent avec l'objectif du projet visant à faire l'état des lieux des problématiques environnementales, à partir des exemples du Sénégal et du Togo. Elle a conclu par partagé l'initiative GLOBE, un programme international scientifique et éducatif, visant à améliorer les méthodes d'enseignement des sciences expérimentales et de l'environnement.

4. Débats/Contributions

En plénière, les participants ont formulé différentes recommandations. Il s'agit principalement de :

- L'absence de l'éducation au développement durable dans le programme du sous-secteur de la petite enfance ;
- Le manque d'initiatives locales en gestion des dépôts d'ordures ;
- L'implication des parties prenantes en vue de partager chaque projet avec les parents d'élèves, les autorités territoriales et académiques pour une meilleure institutionnalisation de l'action et son intégration dans la cartographie des besoins ;



- La pérennisation de l'action en mettant en place un système d'évaluation et d'analyse des impacts sur les jeunes ;
- Le choix des régions d'intervention à étendre car la question environnementale est universelle et concerne toutes les localités. Cependant l'approche réaliste de la société civile à travers des microprojets est d'initier des actions locales et de capitaliser pour servir à la mise à l'échelle ;
- La promotion des centres d'incubation scolaire en encourageant les initiatives de décoration des écoles à partir des pneus recyclés et en impliquant les associations des parents d'élève (APE) et les associations des mères d'élèves (AME).

En synthèse, la modératrice a relevé le nombre important d'initiatives et de réflexions pour soutenir l'éducation à l'environnement et au développement durable. La thématique du jour évoque un enjeu qui monte en intérêt et devient une priorité de gouvernance en ce 21^{ème} siècle. C'est dans cette optique que la formation pratique des enseignants est devenue une nécessité. Il en est de même, selon l'inspectrice, avec l'inclusion des cellules genre dans l'EEDD et l'ouverture des centres de formation professionnelle aux femmes.

A la suite, le Directeur Exécutif pour répondre aux préoccupations sur les zones ciblées, a rappelé qu'un projet, par nature, est focus sur une localité et sur un aspect à améliorer. Il est vrai que chaque région développe un aspect contraignant lié à la dégradation de son environnement et qui mérite d'être traité. L'essentiel est que la société civile comprenne l'effet d'entraînement qu'il faudra encourager entre les régions. C'était le cas entre Dakar et Diourbel passant des projets LM2C à ECE-LM2C. Il faudra faire de sorte que les pertinentes initiatives développées à Matam, à Ziguinchor, à Saint-Louis ou à Fatick puissent inspirer les autres régions.

IV. TRAVAUX D'ATELIERS



Sous la modération de Mme Nathaly Soumahoro de Action Aid, les travaux ont été organisés en trois groupes. Chaque groupe a travaillé autour d'une question avec une attention particulière au genre.

A la restitution, chaque groupe a partagé ses productions.

Groupe 1 : Prise en charge des questions d'éducation environnementale et de développement durable dans les curricula.

Les propositions ressorties sont :

- Intégrer la thématique de l'EEDD de manière explicite dans les curricula
- Élaborer des ressources et outils pédagogiques pour opérationnaliser l'EEDD



Groupe 2 : Opportunités d'intégration des métiers verts dans la Formation professionnelle.



Les opportunités recensées sont :

- Le projet de révision des programmes et curricula,
- La prise en compte de l'EEDD dans le PAQU ET et l'élargissement des offres Fonds de Financement de la Formation professionnelle et technique (3FPT),
- La mise en œuvre du PSE Vert et de son Plan d'Actions Prioritaires : dimension de l'EEDD qui peut être intégrée à travers le capital humain.

Groupe 3 : Besoins de formation des enseignant(e)s, éducateur(ice)s et des communautés éducatives.

- Évaluer les expertises déjà présentes, identification des connaissances
- Renforcer les capacités pour développer les connaissances et produire des outils qui permettent une prise en compte des concepts de l'EEDD,
- Intégrer l'EEDD dans les différents cours en identifiant les niches d'accueil dans chaque matière. L'EEDD est transversale et interdisciplinaire.



V. CLOTURE OFFICIELLE



La Coalition Education de la France, à travers Mme Léa Rambaud, a magnifié le partenariat technique entre les gouvernements sénégalais et français. Elle a ainsi pris l'engagement d'intégrer les recommandations issues de l'atelier dans leur plaidoyer envers le gouvernement français pour à terme impacter le processus de promotion de la question environnementale dans les curricula sénégalais et Togolais.

Au nom des institutionnels, M. Ablaye Dia, de la Direction de la Formation et de la Communication du Ministère de l'éducation nationale a exprimé sa satisfaction. Il a manifesté son optimisme sur la suite des conclusions de l'atelier. Il termine par exprimer la disponibilité du gouvernement à accorder plus de place à la problématique de l'éducation environnementale et du développement durable dans les programmes et curricula.

M. Cheikh MBOW rappelle les multiples initiatives des OSC, à travers de petits projets éprouvés. Il a insisté sur les exigences de disposer d'écoles saines et porteuses de bonnes pratiques en matière de développement durable. Le Directeur exécutif a remercié l'ensemble des participants pour leur dynamisme et la profondeur de leurs contributions qui permettront de renforcer le document. Les réflexions ont permis de mettre en exergue des défis climatiques partagés entre le Sénégal et le Togo mais aussi l'impératif de décloisonner les secteurs. Pour finir, il a instruit le chargé de programme M. Cheikh Tidiane AW en relation avec son collègue M. Momar DIOP de réfléchir sur des stratégies de mise en place du groupe thématique « Education Environnement et Développement Durable ».

ANNEXES

ALBUM PHOTOS



COSYDEP, Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Éducation Publique, présente dans les quatorze régions du Sénégal.
Membre de **ANCEFA** (Africa Network Campaign on Education For All), de **GCE** (Global Campaign for Education),
de la **CCONG** (Consultation Collective des ONG/ UNESCO) et de **GPE** (Global Partnership for Education), Partenaire de l'OIF

REVUE DE PRESSE

1. Enjeux de l'éducation au développement durable / Vidéo du Mercredi :

<https://www.youtube.com/watch?v=CEdV4kAjnk>

2. Curricula de l'éducation : une étude souligne la nécessité d'introduire l'éducation environnementale

Une étude menée par la Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (Cosydep), en partenariat avec d'autres partenaires, considère que le contexte est aujourd'hui opportun pour l'introduction des "questions environnementales dans les enseignements apprentissages de manière beaucoup plus pointue, notamment les changements climatiques et leurs incidences". "Le moment est favorable pour introduire les questions environnementales dans les enseignements-apprentissages de manière beaucoup plus pointue, notamment les changements climatiques et leurs incidences", a déclaré Cheikh Tidiane Aw, chargé de programme à la Cosydep, lors d'une rencontre de restitution des résultats d'une étude intitulée "Etat des lieux des enjeux de l'éducation au développement durable en Afrique de l'Ouest à partir des exemples du Sénégal et du Togo". L'étude a été réalisée par le partenariat "Enjeux de l'Education à l'environnement et au développement durable (EEDD) notamment en Afrique de l'Ouest : Exemple du Sénégal et du Togo". Ce partenariat a été mis en place par les coalitions éducation de la France, du Togo, du Sénégal et l'organisation Planète urgence. Il s'est agi, à travers cette étude, de mieux comprendre l'état des lieux à l'école et proposer des pistes de réflexion, des recommandations et des pratiques pour répondre à ces enjeux. Cheikh Tidiane Aw souligne que l'étude menée auprès des enseignants, des institutionnels et des organisations de la société civile OSC montre que "l'éducation environnementale doit être une matière à part entière à prendre en compte dans le cadre de la réforme des curricula engagée par les autorités". Après une incursion dans la thématique en 2012 avec la réalisation de la cartographie des inondations en milieu scolaires dans la région de Dakar, dit-il, "la coalition a pris l'option de faire de l'EEDD une priorité". C'est la raison pour laquelle que la Cosydep et ses partenaires ont mené cette étude dans 13 régions. Elle doit selon lui permettre de jeter les bases des actions futures de la coalition. Il a toutefois rappelé que le système éducatif n'était pas bien préparé à faire face aux changements climatiques.

<https://www.sudquotidien.sn/curricula-de-leducation-une-etude-souligne-la-necessite-dintroduire-leducation-environnementale/>

3. Education : la Cosydep recommande l'introduction de l'enjeu Environnement

EDUCATION

Education : La Cosydep Recommande L'introduction De L'éducation Environnementale Dans Le Curricula

By Nampa — Last updated 14 Mar, 2023



La coalition des organisations en synergie pour la défense et d'Education publique (Cosydep) a publié une étude sur les enjeux de l'éducation à l'environnement et au développement Durable. Ladite relève que la problématique de l'environnement affecte énormément notre pays particulièrement les écoles. Ainsi pour une meilleure sensibilisation, les acteurs recommandent l'introduction de l'éducation environnementale dans le curricula comme une discipline à part entière. Ils demandent aussi aux autorités d'allouer des matériels pédagogiques adaptés et des moyens financiers dédiés.

Outres ces recommandations, les membres de la Cosydep demandent le renforcement de la formation des enseignants mais aussi de l'ensemble de la communauté de base et élus. Dans le même registre, ils exhortent aux décideurs de mettre en place des comités de veille contre les agressions dont sont victimes les écoles pendant l'hivernage surtout reconnaître la valeur ajoutée de l'éducation environnementale et sensibiliser sur son importance, à travers des clubs d'élèves et des activités citoyennes.

Ousmane Sall

<https://lasnews.sn/2023/03/14/education-la-cosydep-recommande-lintroduction-de-leducation-environnementale-dans-le-curricula/>

4. SENEGAL-EDUCATION : Une étude souligne la nécessité d'introduire l'éducation environnementale dans les curricula

Dakar, 14 mars (APS) – Une étude menée par la Coalition des organisations en synergie pour la défense de l'éducation publique (Cosydep), en partenariat avec d'autres partenaires, considère que le contexte est aujourd'hui opportun pour l'introduction des "questions environnementales dans les enseignements apprentissages de manière beaucoup plus pointue, notamment les changements climatiques et leurs incidences".

"Le moment est favorable pour introduire les questions environnementales dans les enseignements-apprentissages de manière beaucoup plus pointue, notamment les changements climatiques et leurs incidences", a déclaré Cheikh Tidiane Aw, chargé de programme à la Cosydep, lors d'une rencontre de restitution des résultats d'une étude intitulée "Etat des lieux des enjeux de l'éducation au développement durable en Afrique de l'Ouest à partir des exemples du Sénégal et du Togo". L'étude a été réalisée par le partenariat "Enjeux de l'Education à l'environnement et au développement durable (EEDD) notamment en Afrique de l'Ouest : Exemple du Sénégal et du Togo". Ce partenariat a été mis en place par les coalitions éducation de la France, du Togo, du Sénégal et l'organisation Planète urgence. Il s'est agi, à travers cette étude, de mieux comprendre l'état des lieux à l'école et proposer des pistes de réflexion, des recommandations et des pratiques pour répondre à ces enjeux. Cheikh Tidiane Aw souligne que l'étude menée auprès des enseignants, des institutionnels et des organisations de la société civile OSC montre que "l'éducation environnementale doit être une matière à part entière à prendre en compte dans le cadre de la réforme des curricula engagée par les autorités".

Après une incursion dans la thématique en 2012 avec la réalisation de la cartographie des inondations en milieu scolaires dans la région de Dakar, dit-il, "la coalition a pris l'option de faire de l'EEDD une priorité". C'est la raison pour laquelle que la Cosydep et ses partenaires ont mené cette étude dans 13 régions. Elle doit selon lui permettre de jeter les bases des actions futures de la coalition. Il a toutefois rappelé que le système éducatif n'était pas bien préparé à faire face aux changements climatiques. "Les enseignants ne sont pas toujours bien informés des initiatives prises par le gouvernement avec un déficit d'informations et de formation, mais des initiatives sont prises au niveau des écoles avec un intérêt de plus en plus soutenu des élèves pour les questions environnementales", a-t-il relevé.

L'étude a montré que " d'une manière générale, les enseignants recommandent que l'éducation environnementale soit une discipline à intégrer dans le programme, à un moment où il est question pour la tutelle d'aller vers la révision des curricula", a relevé M. Aw. "Il y a l'envie, la volonté, il manque souvent les moyens et l'accompagnement nécessaire, pour que l'éducation environnementale et le développement durable puissent figurer en bonne place dans le programme d'enseignement", a-t-il fait remarquer. Il rappelle qu'il existe au niveau des gouvernements scolaires, un ministère chargé de l'environnement avec des activités de reboisement, de nettoyage, des sorties pédagogiques et des champs écoles dans certains établissements. L'idée, à travers les résultats de l'étude, est de "promouvoir une meilleure prise en compte de l'éducation environnementale dans les curricula et programmes d'éducation avec une attention particulière à la sensibilisation des enfants de manière plus pédagogique sur la déforestation, le réchauffement climatique". Il s'agit de pouvoir "contribuer au renforcement des capacités des OSC locales, notamment sur l'intégration des enjeux de l'éducation environnementale dans les projets éducatifs, y compris via le partage d'expériences entre organisations actives dans le domaine de l'éducation en France, au Togo et au Sénégal. ADL/ASG <https://aps.sn/detail/4686>



COSYDEP
Sénégal

6039, Sicap Liberté 6 Dakar - Email: cosydep@gmail.com – Web: www.cosydep.org – Tel: + 221 33 827 90 89 / +221 77 631 18 86
Enregistrement N° 2009/14136/MINT – Agrément ONG N° 022980/MINT/DGAT/DPONG/DSEAO du 17 dec. 2015 – NINEA N°4166760V9

EN PARTENARIAT AVEC



**ENJEUX DE L'ÉDUCATION A L'ENVIRONNEMENT ET AU DEVELOPPEMENT DURABLE (EEDD)
NOTAMMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST/SAHEL, A PARTIR DES EXEMPLES DU TOGO ET DU SENEGAL**

ATELIER DE PARTAGE DES RESULTATS

DAKAR, LE MARDI 14 MARS 2023 AUX RESIDENCES FETO

Le Sénégal est affecté par les changements climatiques : érosion côtière à cause de l'élévation du niveau de la mer, inondations, hausses des températures, variabilité pluviométrique, tempêtes de sable, sécheresse, pollution atmosphérique, ...

« **Enjeux de l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD) notamment en Afrique de l'Ouest/Sahel, à partir des exemples du Togo et du Sénégal** » est un partenariat entre les Coalitions Education de la France, du Togo (CN EPT), du Sénégal (COSYDEP) et Planète Urgence. L'EEDD est au cœur du projet qui a pour objectifs de :

1. Réaliser une étude afin de mieux comprendre les enjeux de l'Éducation à l'Environnement ;
2. Proposer des pistes de réflexions, des recommandations et des pratiques qui permettent de répondre à ces enjeux ;
3. Contribuer au renforcement de capacités des OSC locales notamment sur l'intégration des enjeux EEDD dans les projets éducatifs, y compris via le partage d'expériences entre OSC de la France, du Togo et du Sénégal.

La méthodologie a reposé sur une collecte de données, des milieux rural (31%), urbain (57%) et péri urbain (11%), avec comme cibles :

- Des enseignants du préscolaire (5%), de l'élémentaire (62%), du moyen (17%), du secondaire (11%), des écoles de Formation des Instituteurs (2%), de l'enseignement Technique et Professionnel (2%) ;
- Des Institutionnels du Ministère de la Santé et de l'Action sociale (MSAS), du Centre de Suivi écologique (CSE) et de la Direction de la Formation et de la Communication (DFC) du MEN
- Des OSC : Groupement des Educateurs sans Frontières (GREF) de Ziguinchor, Citoyens Actifs pour le Développement Durable (CADD) de Mbour, CLUB CHANGEMENT CLIMATIQUE (CCC) de Ziguinchor, Association "Action pour la Solidarité et le Développement (ASD) de Kanel (Matam), ONG LVIA Sénégal de Thiès, Forum Civil de Kolda et COSYDEP de Dakar.

Des bonnes pratiques ont été relevées :

- ✓ Journées de reboisement dans et hors de l'école ;
- ✓ Sorties pédagogiques. Ex : visites de site (menuiserie, usines, jardins, Eaux et Forêts, dépotoir d'ordures, etc.) ;
- ✓ Ateliers pratiques. Ex : Initiation au recyclage, à la construction d'outils avec des objets de récupération ;
- ✓ Activités de génie en herbe sur la gestion des déchets plastiques et sur l'évaluation des connaissances ;
- ✓ Création de clubs pour un environnement scolaire sain.

COSYDEP, Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Éducation Publique, présente dans les quatorze régions du Sénégal.
Membre de ANCEFA (Africa Network Campaign on Education For All), de GCE (Global Campaign for Education),
de la CCONG (Consultation Collective des ONG/ UNESCO) et de GPE (Global Partnership for Education), Partenaire de l'OIF

La synthèse des réponses a permis de noter les attentes ci-dessous :

➤ Selon les institutionnels

- ❖ Reconstituer le couvert végétal en particulier dans la partie Nord du pays ;
- ❖ Protéger les ressources en eaux et les forêts ;
- ❖ Lutter contre les gaz à effet de serre ;
- ❖ Diminuer, à défaut de l'éliminer, l'utilisation des énergies polluantes (fossiles);
- ❖ Diminuer l'utilisation des pesticides et autres bombes aérosol ;
- ❖ Développer un dispositif relatif à l'éducation des communautés.

➤ Selon les enseignants :

- ❖ Mieux faire connaître les mesures mises en place par le gouvernement en termes d'éducation relative à l'environnement ;
- ❖ Renforcer les modules d'enseignement dans les programmes comme le code de l'environnement, la connaissance des risques de catastrophes naturelles, la dégradation de l'environnement, la problématique du gaspillage de l'eau, des feux de brousse et des pollutions.

➤ Selon les OSC

- ❖ Améliorer les conditions de vie et les revenus des habitants pour lutter contre l'exode rural et limiter l'érosion ;
- ❖ Défendre le territoire et les biens naturels communs face aux menaces qui entravent la souveraineté alimentaire et d'autres problèmes du territoire communal, comme les effets du changement climatique, la dégradation des sols, l'agro-industrie et l'accaparement des terres ;
- ❖ Disposer d'écoles accueillant les filles comme les garçons dans un environnement sain et stimulant ;
- ❖ Améliorer les connaissances des élèves pour un changement de comportement (citoyenneté) et une meilleure prise en charge de l'éducation environnementale dans les apprentissages

En plus des attentes exprimées par les cibles, les recommandations ci-dessous ont été formulées

1. Faire de l'éducation environnementale et au développement durable une discipline à part entière. Une attention doit être accordée à la sensibilisation des enfants, de manière plus pédagogique, sur la déforestation, le réchauffement climatique, etc, à travers des débats ouverts, des exposés, des exercices de dessins.
2. Allouer des matériels pédagogiques adaptés et des moyens financiers dédiés.
3. Renforcer la formation des enseignant.e.s mais aussi de l'ensemble de la communauté (communauté de base et élus).
4. Reconnaître la valeur ajoutée de l'éducation environnementale et sensibiliser sur son importance, à travers des clubs d'élèves et des activités éco-citoyennes.
5. Mettre en place des comités de veille contre les agressions dont sont victimes les écoles pendant l'hivernage.